

Questions orales

[Français]

L'hon. Michel Côté (ministre des Approvisionnements et Services): Monsieur le Président, j'ai déjà mentionné tout à l'heure que cette année plus de 19 000 unités seront mises en production. Qui plus est, nous avons justement mis en place des conditions économiques qui favorisent la réduction des taux d'intérêt et différents autres éléments comme cela et qui font en sorte que de plus en plus cette question devient une préoccupation constante.

* * *

[Traduction]

PETRO-CANADA

LA PRIVATISATION

M. Bill Attewell (Don Valey-Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre chargée de la privatisation et a trait à Petro-Canada. Où en est-on au sujet de la privatisation de cette société d'État? Plus précisément, la ministre a-t-elle tenu compte de l'idée dont j'ai fait part à la Chambre le 2 septembre, selon laquelle essentiellement on remettrait cette entreprise aux citoyens canadiens? Cela garantirait non seulement notre autarcie pétrolière et gazière, mais la société appartiendrait ainsi aux Canadiens. Comme avantage de surcroît le gouvernement n'aurait plus à s'occuper de la vente au détail de l'essence.

L'hon. Barbara McDougall (ministre d'État (Privatisation et Affaires réglementaires)): Monsieur le Président, le député me présente des instances sous la forme d'une question. J'ai lu sa déclaration du 2 septembre dernier en vertu de l'article 21 du Règlement. Il y donne des conseils que je communiquerai volontiers au gouvernement.

Comme le savent les députés, nous ne sommes toujours pas décidés au sujet de Petro-Canada. Nous examinons la question très sérieusement. Je n'ai pas voulu en faire un secret et j'ai déclaré officiellement que si nous venions à la vendre, j'accorderais la préférence à la vente d'actions au public. Toutefois, j'examinerai très attentivement la proposition du député.

* * *

L'INDUSTRIE CINÉMATOGRAPHIQUE

LES CONSÉQUENCES POSSIBLES DE LA RÉFORME FISCALE

Mme Sheila Finestone (Mount Royal): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. L'industrie canadienne du cinéma et de la télévision a des problèmes, non pas parce qu'elle ne produit pas de bons films de qualité internationale, mais à cause des propositions de réforme fiscale irréflechies du gouvernement qui ont enlevé toute sa motivation à cette jeune industrie à forte concentration de main-d'oeuvre.

Au lieu d'écouter le chant de sirène des pourparlers sur le libre-échange, pourquoi le ministre n'écoute-t-il pas l'industrie canadienne du cinéma et de la télévision? Modifiera-t-il ses

propositions de réforme fiscale pour permettre à cette industrie de continuer de croître et de prospérer au lieu d'ouvrir la porte encore plus grande aux films américains et de la fermer aux films canadiens?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, cela m'étonne un peu que la députée ait laissé entendre dans sa question que je n'écoute pas l'avis des gens. J'ai ici une lettre de Samuel C. Jephcott, directeur exécutif de l'Association canadienne de cinéma-télévision, qui est satisfait du processus de consultation . . .

Mme Copps: Ce n'est pas une lettre; c'est une coupure de journal.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Les députés ne tiennent pas à entendre la vérité.

Mme Copps: C'est une coupure de journal.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): M. Jephcott conteste les déclarations de M. Sid Adilman, selon lesquelles le gouvernement fédéral n'est pas . . .

M. Turner (Vancouver Quadra): S'agit-il de l'ancien ministre conservateur de Toronto?

M. Wilson (Etobicoke-Centre): J'aurai aussi une conversation avec le chef de l'opposition. Je transmettrai cette lettre à la députée, mais le fait est que nous tenons compte des opinions de l'industrie. Nous examinons soigneusement ce qu'elle a dit. Comme la députée le sait très bien, nous avons apporté certains changements qui faciliteront la transition au nouveau régime. M. Jephcott l'a lui-même signalé, le fait est que nous ne sommes pas insensibles aux problèmes de l'industrie.

LES PROJETS DE LA MINISTRE

Mme Sheila Finestone (Mount Royal): Monsieur le Président, l'industrie a besoin de conditions plus équitables. J'adresserai ma question supplémentaire à la ministre des Communications.

Si le gouvernement se préoccupe des industries culturelles, pourquoi ne tient-il pas tête aux États-Unis, qui exigent l'imposition de restrictions aux industries de la radiodiffusion, de l'édition et de la cinématographie dans le cadre des pourparlers sur le libre-échange? Pourquoi la ministre a-t-elle renoncé à son projet en vue de présenter une mesure législative pour stimuler l'industrie de distribution cinématographique du Canada?

L'hon. Flora MacDonald (ministre des Communications): Monsieur le Président, encore une fois, la députée se trompe. Je n'ai renoncé à aucun de mes projets. Je répète que le ministre des Finances et moi-même avons apporté certains changements après avoir consulté l'industrie cinématographique. Nous discutons aussi avec elle d'autres propositions à long terme. Nous avons l'intention de continuer à communiquer avec l'industrie parce que nous voulons que l'on projette plus de films canadiens de bonne qualité dans les cinémas de tout le pays.